

Ségolène Royal

Obama, Lula, Forum social, dix leçons convergentes

Obama, Lula, Forum social, dix leçons convergentes

Ségolène Royal

SOMMAIRE

Introduction	5
Belém, c'est beaucoup plus sérieux que Davos !	6
Un diagnostic partagé	11
Biens communs publics : une idée qui progresse	15
L'État n'est pas le problème mais une partie de la solution	18
Efficacité économique et justice sociale : un couple inséparable	22
Croissance verte : les tournants brésilien et américain	26
Démocratie participative : une nouvelle culture politique et une condition de l'efficacité publique	33
Deux nations réconciliées avec elles-mêmes	39
Nous ne voulons plus d'ingérences !	50
Questions de mœurs politiques et d'alliances	58

Ségolène Royal est présidente de la Région Poitou-Charentes depuis 2004. Le 22 avril 2007, elle est la première femme à accéder au second tour d'une élection présidentielle en France.

Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Femme debout*, avec Françoise Degois (Denoël, février 2009) ; *Si la gauche veut des idées*, avec Alain Touraine (Grasset, juillet 2008) ; *Ma plus belle histoire, c'est vous* (Grasset, décembre 2007) ; *Maintenant* (Hachette Littératures, mars 2007).

INTRODUCTION

Les hasards du calendrier ont fait se succéder en janvier deux événements majeurs que j'ai voulu vivre sur place et dont, sur fond de crise globale, les leçons convergentes me frappent : l'investiture de Barack Obama et le Forum social mondial de Belém, à l'occasion duquel j'ai également rencontré le Président Lula.

J'ai vu, dans la capitale américaine, l'immense mobilisation populaire et l'espérance qui unissait fraternellement des Américains de toutes origines, de toutes conditions, de tous âges ; leur fierté d'avoir contribué à élargir l'univers des possibles. J'ai vu, à Belém, l'exceptionnelle participation à ce Forum social de retour au Brésil : 130 000 citoyens engagés de 142 nations, 3 000 Indiens de tous les pays qui ont l'Amazonie en partage, la forte

*« Ce qui échappe aux cyniques,
c'est que le sol s'est dérobé sous leurs pieds. »*

(Barack Obama, discours d'investiture,
20 janvier 2009, Washington)

« Nous n'avons pas été choisis par l'élite. »

(Luiz Inacio Lula da Silva, meeting des cinq présidents
latino-américains, 29 janvier 2009, Belém)

présence des délégations françaises. J'ai vu ces jeunes si nombreux, rétifs aux injustices et conscients d'habiter un monde commun, assoiffés de politique en phase avec son temps. J'ai vu la richesse des témoignages et des expériences éclairant trois grands thèmes transversaux : justice sociale, développement durable et démocratie participative. J'ai vu discuter ensemble toutes les gauches que l'on appelle là-bas « utopistes, révolutionnaires et réformistes » car, comme l'a rappelé l'une des figures historiques du Forum social, « ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous sépare ».

BELÉM, C'EST BEAUCOUP PLUS SÉRIEUX QUE DAVOS !

C'est l'une des premières choses que m'a dites le Président Lula lorsque nous nous sommes rencontrés. Il m'a ensuite présenté Dilma Rousseff, qui exerce à ses côtés des fonctions proches de celles d'un Premier ministre et a sa préférence pour les élections présidentielles de 2010.

Pour lui, « elle a toutes les qualités requises mais doit en convaincre le peuple brésilien ».

Hier encore, messianiques ou cyniques, les arrogants donneurs de leçons de Davos moquaient les mises en garde des altermondialistes et nous vantaient les charmes de l'État minimal, de la politique réduite au rôle d'auxiliaire du business, de l'abaissement des protections sociales, du productivisme prédateur et des prouesses des traders. Les voilà contraints d'en appeler piteusement à l'État ambulancier. Filant la métaphore de *La montagne magique* et du sanatorium immortalisés par Thomas Mann, les têtes pensantes de Davos prétendaient cette année faire de leur luxueux rendez-vous l'infirmier d'un monde malade de la crise. Ils n'ont fait que constater les dégâts, redouter que le pire, portant dans ses flancs la révolte sociale, soit encore à venir et... réduire de 30 % leur consommation de champagne.

Belém fut non seulement plus sérieux mais plus créatif et plus stimulant que Davos. Il est vrai qu'en 2009 ils ont

perdu de leur superbe, ceux qui faisaient de la main invisible du marché et de la destruction créatrice chère à Schumpeter l'horizon indépassable de l'humanité. L'an dernier, l'un des vice-présidents d'AIG plastronnait en affirmant que « les fondamentaux de l'économie » étaient sains, forcément sains, et son groupe promis à un avenir radieux ; c'était avant de recevoir en catastrophe 173 milliards de dollars du contribuable américain ! Pas question, pour autant, d'ébaucher l'ombre d'une autocritique : ni responsable, ni coupable, seulement victime, comme il l'a dit, d'une « crise systémique », façon commode de naturaliser la faillite sans battre sa coulpe. On dit que cette année les banquiers ont fait preuve, dans la station suisse, d'une discrétion exquise : « Ils ne sortent que la nuit », remarquait ironiquement un participant. Pour Nouriel Roubini, le « docteur Doom », qui fut l'un des rares économistes à tirer la sonnette d'alarme dès 2006, le climat dépressif du dernier World Economic Forum tenait à cette réalité simple : « Ils sont passés de l'avidité à la peur. » Assez peu mondial, d'ailleurs, ce forum du Gotha dont l'Afrique a été quasi totalement absente et

auquel les pays émergents n'ont, pour la plupart, délégué qu'un petit nombre de représentants.

On y vit, chose inimaginable il y a peu, un appel au remboursement des bonus de Wall Street chaudement applaudi et John Neill, patron d'Unipart, acclamé lorsqu'il suggéra que les banquiers soient punis comme ces industriels qui mettent des produits toxiques en circulation sur le marché. On y entendit le fondateur du fonds de *private equity* KKR confesser benoîtement que, « si nous en sommes arrivés là, c'est que nous nous sommes trop focalisés sur le profit ». Certains se sont souvenus, sans fierté excessive, qu'il n'y a pas si longtemps une grande banque illustrait l'une de ses publications en représentant Alan Greenspan sous les traits du Dieu de Michel-Ange insufflant aux marchés leur force vitale...

Il semble que la seule lueur d'espoir, dans cette ambiance morose, soit venue d'un chercheur israélien enseignant à Lausanne, très versé dans l'étude des synapses et des neurones. A l'en croire, la modélisation informatique et la

reconfiguration du cerveau pourraient, aux alentours de 2030 et avec l'aide d'un bon ordinateur, nous permettre de corriger à la source ces humaines défaillances fauteuses de désordres mondiaux. Le clonage virtuel, médication sur mesure pour hémisphères gauche et droit atteints de laisser-fairisme aigu ?

« Grand-messe funéraire », « désespoir palpable », « deuil des idées reçues de ces trente dernières années », « crainte et anxiété », « beaucoup de brouillard et pas de boussole » : pour nombre d'éditorialistes et de participants, l'humeur, à Davos, était lugubre car, comme on le dit aux États-Unis, « grand-mère n'a jamais vu ça ! »

Le Président Lula a raison : c'est ailleurs que s'ébauchent les réponses dont le monde a besoin. Il ne semble pas que le gouvernement français s'en soit avisé, représenté à Davos par quatre ministres mais absent de Belém. Attention, pourtant, car s'ils en rabattent, ils n'ont pas renoncé. L'histoire nous l'enseigne : ce qui n'est pas remplacé tend à renaître, fût-ce au prix de quelques concessions cosmétiques.

Comme l'a remarqué Chico Whitaker, l'un des fondateurs du Forum social en 2001, « le néolibéralisme n'est pas encore mort et peut avoir plusieurs vies ». Beaucoup l'ont dit à Belém : ce qu'il nous faut, ce n'est pas seulement une moralisation superficielle des comportements dans les sphères dirigeantes, assortie de quelques techniques de régulation plus efficaces : c'est un « nouveau paradigme ».

UN DIAGNOSTIC PARTAGÉ

Dans les deux Amériques, chacun le dit avec ses mots, son histoire, sa culture, mais le constat est partagé : au-delà de l'irresponsabilité des responsables (politiques, économiques, financiers) qui ont laissé faire et profité jusqu'à plus soif, ce qui est aujourd'hui en cause, ce ne sont pas des « dérapages », c'est la nocivité et la dangerosité d'un système fondé, comme l'a souligné Barack Obama, sur « une conception étriquée de l'intérêt individuel et du profit à court terme ». Dans son discours d'investiture, il a imputé la brutale leçon administrée par un

marché devenu incontrôlable à « notre échec collectif à faire des choix difficiles ».

Lula ne dit pas autre chose quand il stigmatise « cette économie de casino ». Ou Tarso Genro, son ministre de la Justice, lorsqu'il m'explique qu'il faut « opposer un nouveau projet de civilisation à la déshumanisation brutale de la globalisation prédatrice ». Ou encore cet appel lancé à l'issue du Forum social par des ONG, signé par la Confédération internationale des syndicats et le Conseil mondial des Églises, qui préconise de « remettre la finance à sa place » pour sortir d'un système en crise où tout se tient, à commencer par trente ans de transferts de revenus au bénéfice du capital et au détriment du travail.

Tous disent l'urgence d'un modèle alternatif de développement qui assure la prééminence de l'intérêt général sur les intérêts particuliers et sur la loi du plus fort. Un nouveau modèle dont le critère ne soit plus la boulimie financière de quelques-uns, mais le développement humain et la vie digne à laquelle chacun a droit.

Le Forum social de Belém ne prétendait pas apporter de solutions clefs en mains, mais proposer d'autres principes d'action, ouvrir de nouvelles pistes et montrer, expériences concrètes à l'appui, que d'autres voies sont possibles. De ce point de vue, je trouve remarquable que, pour la première fois, un forum « Science et Démocratie » ait précédé l'ouverture proprement dite du Forum social. Car ce sont aussi nos manières d'analyser la société et, ce faisant, de construire la réalité sociale qu'il faut interroger et faire évoluer. Cela vaut, on le voit aujourd'hui, pour une certaine « science » économique qui, à force de se vouloir exacte et argument d'autorité, à force de trop en pincer pour les modèles économétriques et la sophistication sans fin de la mathématique financière, ne fut souvent que la caution scientiste d'une idéologie de l'autorégulation désormais en déroute. Cela vaut aussi pour les autres disciplines, et plus encore pour cette tendance impénitente au monopole de l'expertise qui prétend tenir les controverses scientifiques et technologiques à l'abri du débat public et de ce tiers intempestif : le profane, le citoyen.

Ce sont bien nos raisons et nos façons, inextricablement liées, qu'il faut passer au crible d'une critique décapante, pour repenser de fond en comble le pilotage des sociétés complexes et interdépendantes qui sont les nôtres. Car le temps n'est plus, chacun en convient, où les difficultés des uns pouvaient être compensées par le dynamisme des autres : la consommation occidentale contre la crise asiatique de 1997 ou la vitalité des pays émergents contre l'éclatement de la bulle Internet en 2002. Nous sommes, comme jamais auparavant, tous embarqués dans le même bateau et tous exposés aux contagions rapides de nos économies respectives. Ce n'est donc pas à coups de repentances superficielles ou de replâtrages à courte vue que nous enrayerons, chacun pour soi, la course erratique d'une crise qui n'épargne aucun territoire. D'Obama à Lula en passant par le Forum de Belém – que le président brésilien qualifie amicalement de « grand supermarché idéologique » dont le mérite est « d'universaliser » les questions et les expériences –, tous le disent : c'est bien à la racine qu'ensemble il faut reprendre les choses, à partir d'autres valeurs et d'une autre conception du rôle de la puissance publique. En

dépassant ce que le président américain a appelé, le jour de son investiture, « ces débats éculés qui nous consomment depuis si longtemps ». En s'arrachant, dans la foulée, à ce que Gramsci nommait jadis « la viscosité des habitudes ».

BIENS COMMUNS PUBLICS : UNE IDÉE QUI PROGRESSE

La privatisation effrénée des services publics et la marchandisation croissante de tous les domaines de l'existence n'ont eu nulle part les effets vertueux que promettaient leurs partisans. Il y a plusieurs années, Ricardo Petrella, l'un des penseurs stimulants de l'altermondialisme, a théorisé la notion de « biens publics mondiaux », applicable par exemple à l'eau potable, à la santé, à l'éducation, à l'environnement, tous domaines justiciables d'autres logiques que celles de l'appropriation privée.

Les sachants, alors, ricanaient : qui mieux que le marché sans entraves pouvait valoriser ces domaines et en faire

profiter le plus grand nombre ? On a vu ! Non pas le miracle d'une concurrence pure et parfaite étendant ses bienfaits à la planète entière, non pas l'abaissement des coûts d'accès à des biens fondamentaux qui devraient être le patrimoine commun de l'humanité, mais, très souvent, leur renchérissement, les ententes tarifaires et l'exclusion de ceux qui n'ont pas les moyens d'acquitter les nouveaux péages. On a vu les agriculteurs ligotés par les semenciers et les grandes entreprises promptes à breveter tout le vivant. Un exemple parmi bien d'autres : les prix pratiqués sur les médicaments par les trusts pharmaceutiques ont bafoué le droit à la santé et condamné les malades du sida dans les pays du Sud ; c'est la raison du bras de fer homérique qui a opposé le Brésil aux grands laboratoires, et de son engagement dans la fabrication de génériques qui en fait aujourd'hui, avec le renfort d'audacieuses politiques de prévention, un pays exemplaire en matière de lutte contre cette pandémie. Le Président Lula m'a d'ailleurs annoncé que son pays allait construire au Mozambique une usine de fabrication de génériques à destination des malades africains. Le Forum social a abondamment débattu de l'accès à ces biens communs dont

certaines pourraient faire l'objet de financements issus d'une fiscalité mondiale encore balbutiante.

Quand Barack Obama promet de s'attaquer aux inégalités devant la santé et l'éducation ou quand Ana Julia Carepa, gouverneure de l'État amazonien du Pará, me parle des mesures contraignantes prises pour protéger la biodiversité amazonienne et valoriser « la forêt debout », ils témoignent de cette commune conviction : il est des domaines vitaux qui doivent être soustraits aux diktats exclusifs des intérêts privés et du profit à court terme.

Comme le disent de longues dates les altermondialistes, « nos vies valent plus que leurs profits », ce qui, pour moi, ne signifie évidemment pas que tout profit soit illégitime, mais que ce n'est pas à l'aune de la rentabilité marchande que doivent s'apprécier les droits fondamentaux à garantir. En 2009, du nord au sud, l'idée de biens communs de l'humanité, objets d'une responsabilité collective (le sens originel de « solidarité »...), a le vent en poupe, et c'est, pour le monde, une bonne nouvelle.

L'ÉTAT N'EST PAS LE PROBLÈME MAIS UNE PARTIE DE LA SOLUTION

Qui eût cru que l'on discuterait aujourd'hui aux États-Unis de la nationalisation temporaire des banques ? Qui aurait pu imaginer que l'État américain plafonnerait d'autorité les rémunérations des plus hauts dirigeants des entreprises aidées par la puissance publique ? À l'aube de la révolution conservatrice, Ronald Reagan désignait le coupable : l'État. À l'aube d'un possible « post-libéralisme » qui ne se contente pas de panser les plaies et d'atténuer les chocs (ce qui, vu de France, serait toutefois appréciable !), c'est à la volonté politique de reprendre la main. Ce n'est pas d'État brancardier mais d'État anticipateur, porteur d'une vision à long terme de l'intérêt général, que les pays malmenés par la crise ont impérieusement besoin pour s'en sortir et surtout ne pas y retomber.

C'est une des significations majeures de la victoire d'Obama et de son plan de relance énergétique, auquel les États-Unis vont consacrer 5,6 % de leur PIB – alors que

la France et l'Europe peinent à mobiliser 1,5 % de leur richesse produite. Ce qui frappe, dans les propos et les actes du président américain, c'est le rôle désormais stratégique de la puissance publique. L'important, a-t-il souvent dit, n'est pas de savoir si l'État est trop gros ou trop maigre, mais s'il remplit correctement ses missions. C'est pourquoi, ajoute-t-il, nous arrêterons ce qui ne marche pas et développerons ce qui marche, y compris en recrutant les fonctionnaires qualifiés dont nous avons besoin pour accompagner et contrôler les investissements et les programmes publics que nous lancerons. Affaiblis en France, les services publics renaissent au pays où la droite prétendit s'en passer au nom de la lutte contre « la bureaucratie fédérale » et de l'abandon du bien commun aux intérêts particuliers.

Au Brésil, l'élection puis la réélection du Président Lula ont aussi signifié un vote pour un nouveau volontarisme politique prenant à bras-le-corps la question sociale. Le Brésil, tout en se mobilisant pour retrouver la confiance des investisseurs (rétablissement de sa balance

commerciale, remboursement anticipé du prêt du Fonds monétaire international), a mis en place des politiques redistributives qu'il considère aujourd'hui comme un facteur de résistance à la crise. Il s'était doté, m'a dit le Président Lula, de règles prudentielles bien plus strictes que celles en vigueur aux États-Unis et ailleurs (qu'il s'agisse des ratios d'emprunt des banques par rapport à leur patrimoine liquide ou des conditions d'intervention sur les marchés à terme). Il vient de renforcer massivement – en le dotant de 60 milliards d'euros supplémentaires – son Programme d'accélération de la croissance lancé il y a deux ans pour réaliser les grands travaux dont le Brésil moderne a besoin. La Banque nationale de développement y est un outil plus efficace que la Banque mondiale.

Les maîtres du monde ont préféré le profit à court terme aux investissements à long terme, l'endettement populaire à des salaires décents, les mirages des retraites par capitalisation à la sécurité de la répartition et les culbutes virtuelles à l'économie réelle. Et ce sont, a souligné Lula, ceux qui n'en portent pas la responsabilité qui risquent

d'en payer le plus violemment le prix : pauvres des pays riches et nations du Sud. Fort de sa puissance ascendante et de ses réussites, le Brésil entend bien contribuer à l'élaboration d'un nouveau modèle de développement « post-libéral » qui s'appuie sur le potentiel d'un marché socialement régulé et donne à l'État tout son rôle.

Cependant, comme l'écrit Tarso Genro dans le texte sur la rénovation de la gauche qu'il m'a remis, il n'est pas question de « réchauffer de vieilles recettes » en tombant dans une « statolâtrie » bureaucratique qui, à l'Est et ailleurs, a échoué. L'État stratège assumant ses responsabilités économiques et sociales que défendent Obama et Lula doit être réactif, efficace, à l'écoute de la société. Le Forum social a lui aussi affirmé l'urgence de l'action publique pour combattre les paradis fiscaux et sanctionner leurs utilisateurs, pour éradiquer la spéculation sur les matières premières, pour établir de justes fiscalités progressives ou pour garantir un véritable service bancaire universel, mais avec le contrepois des mouvements sociaux et d'un nouveau contrôle citoyen.

EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE ET JUSTICE SOCIALE : UN COUPLE INSÉPARABLE

L'injustice sociale freine et pervertit le développement (étroitesse du marché intérieur, corruption endémique, boulevard ouvert aux trafics et aux mafias, instabilité politique et, si la démocratie déçoit socialement, tentation autoritaire). Un ordre économique injuste n'est qu'un chaos et une poudrière. Enivré de cupidité à court terme, le système néolibéral n'a pas seulement trébuché sur ses propres vices : il a semé dans le vaste monde des désespoirs et des ressentiments qui menacent la sécurité collective.

J'ai été frappée, à Belém, par la forte présence des militants syndicaux : ceux des trois confédérations brésiliennes et ceux venus d'autres pays, dont la France. Les débats sur l'emploi, les droits du travail et la redistribution ont bénéficié de leur expérience. La grande journée française de grèves et de manifestations du 29 janvier 2009 y fut chaleureusement soutenue. Mettre la finance au service

de l'économie et l'économie au service de la juste satisfaction des besoins humains, ce n'est pas mettre en péril la production de richesses, c'est l'orienter autrement. Morale et croissance, justice et performance économique : voilà ce qu'il faut conjuguer ; et mesurer à l'aide d'indicateurs de développement humain plus représentatifs que l'archaïque PIB.

Barack Obama l'a souligné lors de son discours d'investiture : « Une nation ne peut prospérer longtemps si elle ne favorise que les plus nantis. » Il n'a pas, lui, dilapidé en vain une quinzaine de milliards au bénéfice des plus aisés et appliqué la théorie erronée dite du « ruissellement », à quoi se réduisait la vision sociale de George Bush : plus les riches s'enrichissent, plus les pauvres finissent par en profiter... Le nouveau Président américain n'a pas non plus fait, pour son plan de relance, le choix unijambiste d'une politique de l'offre qui ignore la demande. On est loin du souverain mépris du Président Sarkozy pour le pouvoir d'achat des Français, loin des réponses tardives et insuffisantes qu'il apporte comme à contrecœur pour

tenter de désamorcer la colère. Barack Obama a invité à son investiture Lilly Ledbetter, qui se bat depuis plus de vingt ans contre les discriminations salariales car elle en a été victime en tant que femme. La loi qu'il a signée dans la foulée sur ce sujet montre qu'il prend au sérieux les droits des salariés et l'égalité de traitement. « 20 janvier 2009 : la fin d'une erreur » : cette pancarte aperçue dans une rue de Washington vaut aussi pour le retour de la grande oubliée des années néolibérales : la justice sociale.

Le Président Lula est fils de migrants chassés du Nordeste par la famine. Ancien ouvrier et militant issu du combat pour un syndicalisme indépendant lors de la dictature militaire, il n'a rien oublié de la pauvreté vécue dans sa jeunesse. Durant ses deux mandats, des politiques redistributrices novatrices et bénéfiques sur le plan macroéconomique ont été lancées, comme la *bolsa familia* attribuée à douze millions de familles pauvres et très pauvres en échange d'un engagement de scolarisation et de vaccination des enfants. C'est un bel exemple de cercle vertueux économique et social : les familles

bénéficiaires ont été arrachées au dénuement et les enfants à l'obligation de travailler dans la rue. L'accès enfin possible à une consommation de première nécessité a été vécu comme une entrée dans la citoyenneté pleine et entière. Le versement d'un montant calculé en fonction de critères universels a permis de soustraire cette aide au clientélisme. Ces transferts financiers ont suscité dans les quartiers populaires une économie de proximité et des créations d'emplois en même temps qu'ils ont ouvert de nouveaux débouchés à l'industrie brésilienne de l'habillement et de l'alimentation. Lula raconte volontiers l'avalanche de critiques « expertes » qui s'abattirent initialement sur ce projet : assistance stérile, paternalisme, incitation à la paresse... Aujourd'hui, un Brésilien sur quatre bénéficie de ces bourses familiales, la mortalité infantile a baissé, la faim a déserté des millions de foyers populaires et le marché intérieur s'en porte mieux.

Barack Obama lie sa volonté de moderniser les écoles américaines et de mieux équilibrer l'offre éducative sur tout le territoire à cette bataille pour l'emploi qui est au

cœur de son projet de relance. Il s'agit en effet, explique-t-il, de « donner à nos enfants des chances de vivre leur rêve dans un monde qui n'a jamais été plus compétitif » et de permettre « aux étudiants de Chicago et de Boston de rivaliser avec les enfants de Pékin dans les métiers high tech et bien rémunérés du futur ». Dans le compromis final avec le Congrès, qui a revu à la baisse les moyens que le Président américain prévoyait de mobiliser mais a permis l'adoption d'un plan de relance conçu comme une « première étape », des dizaines de milliards y restent consacrés. Pour Obama comme pour Lula, l'enjeu éducatif est une priorité du temps qui vient et l'investissement dans le capital humain, un des leviers majeurs de la sortie de crise.

CROISSANCE VERTE : LES TOURNANTS BRÉSILIEN ET AMÉRICAIN

Organisé aux portes de la plus grande forêt du monde, « poumon vert » de la planète déjà terriblement entamé, le Forum social a consacré une journée entière à la question

pan-amazonienne. La forte mobilisation de la Coordination des organisations indigènes du bassin amazonien a témoigné de sa volonté d'être un acteur à part entière des politiques nationales et des négociations internationales. On a abondamment débattu de la déforestation sauvage, de la protection de la biodiversité, du changement climatique, du respect des droits des peuples indiens et des droits sociaux de ceux qui travaillent dans cette immense région peuplée, dans sa partie brésilienne, de 25 millions d'habitants.

Le Brésil a longtemps eu la réputation d'un « État-voyou écologique » et reste le quatrième pays le plus pollueur de la planète. Il fut un temps où les « développementistes » purs et durs s'opposaient aux tenants d'une « sanctuarisation » de la forêt amazonienne. Les lignes ont bougé dans une perspective qualifiée au Brésil de « socioenvironnementale ». Mais, sur le terrain, faute notamment de personnels de contrôle en nombre suffisant, les *materos* (forestiers qui percent des routes à tout va et se livrent au commerce illégal de bois), les *grileiros* (éleveurs qui

brûlent la forêt pour y installer leurs immenses troupeaux), les gros producteurs de soja (dont l'envol des cours accélère la déforestation) et les orpailleurs clandestins (utilisateurs du mercure qui pollue les rivières) s'affranchissent d'une législation encore récente (code forestier, zones protégées) et font régner la loi du plus fort.

Les mouvements écologistes et altermondialistes reprochent au gouvernement son soutien à une agriculture intensive indifférente à l'environnement, son incapacité à enrayer suffisamment la déforestation sauvage, ses projets de barrages hydroélectriques qui perturbent les équilibres environnementaux et son développement volontariste des biocarburants (éthanol, biodiesel) dont le Brésil est, derrière les États-Unis, le deuxième producteur et le premier exportateur mondial. Ces agro-carburants sont accusés de contribuer à la crise alimentaire et d'avoir un bilan écologique global négatif. Certains analystes de la crise alimentaire observent toutefois que le plus ravageur, ce sont les orientations de la Banque mondiale et du Fonds monétaire européen (FMI) qui ont poussé les pays

endettés à se tourner en priorité vers des cultures d'exportation, au détriment de leur autosuffisance alimentaire, et à importer de quoi nourrir leur population. Ces injonctions les ont rendus totalement vulnérables à la volatilité des prix et constituent une cause majeure des émeutes de la faim.

Le Président Lula, lui, est un ardent défenseur de la production brésilienne d'agro-carburants, qui sont là-bas massivement utilisés par les véhicules. Il considère que cet « or vert », produit à base de canne à sucre et non de maïs comme aux États-Unis, est sans conséquence sur l'explosion spéculative des prix alimentaires, bénéfique pour le pouvoir d'achat car moins cher que l'essence et réducteur des émissions de gaz à effet de serre. Nombre d'ONG demandent un moratoire sur les biocarburants mais le Brésil, fier de ses victoires remportées sur la famine, n'est pas prêt à renoncer à l'un des leviers de sa croissance et à l'exportation de sa technologie.

S'agissant de la déforestation amazonienne, il faut reconnaître à l'actif du gouvernement brésilien une réelle prise

de conscience et de vrais efforts. Cependant, près du cinquième de la forêt originelle a disparu, dont la moitié ces vingt dernières années, et la capacité du Brésil à tenir les engagements qu'il a pris (faire diminuer la déforestation de 40 % d'ici à 2010 et réduire les émissions de CO² de 4,8 milliards de tonnes à l'horizon 2017) suscite un certain scepticisme.

Le débat au Brésil est vif, même au sein du gouvernement où il a motivé, au printemps dernier, le départ de Marina Silva, ministre de l'Écologie. Ce « dialogue conflictuel » témoigne du dilemme auquel est encore confronté ce pays-continent qui veut, à la fois, exploiter ses avantages comparatifs, combattre énergiquement la pauvreté, défendre sa souveraineté (raison pour laquelle il est hostile à toute idée de tutelle internationale de l'Amazonie) et assumer ses responsabilités écologiques.

Les États-Unis n'avaient eu de cesse de torpiller le protocole de Kyoto. Sous l'administration Bush, l'irresponsabilité fédérale fut à son comble. Avec Barack Obama, l'approche

est radicalement différente : responsabilité assumée et rôle actif de la puissance publique pour faire de la croissance verte un moteur de la relance économique, et du repositionnement de l'économie américaine sur des créneaux d'avenir (énergies renouvelables, en particulier).

J'ai rencontré à Washington Amy Klobuchar, sénatrice démocrate du Minnesota et spécialiste des questions environnementales. Elle m'a indiqué qu'à la conférence de Copenhague, en décembre prochain, les États-Unis devraient signer l'accord qui actualise le protocole de Kyoto (en espérant que la Chine en fasse autant). Elle a également souligné ce que les difficultés de l'industrie automobile américaine doivent à un défaut d'adaptation de son offre, flagrante quand les familles durement touchées par la crise préfèrent des voitures économes en carburant. Barack Obama n'a pas cédé aux constructeurs automobiles qui voulaient bien empocher plus de dix-sept milliards de dollars d'aide mais pas investir plus vite, en contrepartie, dans des technologies réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Le Président américain, qui vient d'annoncer

quinze milliards de dollars d'investissements annuels dans les énergies propres (sur un total de 80 milliards de dollars de dépenses nouvelles allant aux questions énergétiques) leur a dit sans fard qu'il ne protégerait pas des pratiques d'un autre âge, mais qu'il était en revanche prêt à les aider à construire les voitures de demain, y compris par des normes antipollution contraignantes.

Partant de plus loin, la volonté américaine d'obtenir des résultats est plus manifeste que celle inspirant les récentes annonces du gouvernement Sarkozy pour relancer l'économie française. Liant nouvelles technologies et croissance verte, le plan de relance de Barack Obama affirme une ambition de la puissance publique assortie d'objectifs (doublement en trois ans de la production d'énergies alternatives, 25 % de l'électricité américaine issue à moyen terme des énergies renouvelables, etc.). Il entend tirer le meilleur parti du gisement d'emplois verts et table sur 500 000 postes créés en liaison avec les énergies propres (sur 3,5 millions d'emplois consolidés et nouveaux qui doivent compenser les destructions d'emplois massives frappant

aujourd'hui les États-Unis : 2,6 millions d'emplois détruits en 2008 et 598 000 pour le seul mois de janvier 2009).

Faire de la crise non pas une catastrophe subie mais l'occasion d'une redéfinition radicale de nos manières de produire de la richesse et de la partager, c'est mobiliser nos forces et nos talents pour prendre le tournant de la révolution écologique. Les efforts brésiliens et le renfort états-unien sont bienvenus.

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE : UNE NOUVELLE CULTURE POLITIQUE ET UNE CONDITION DE L'EFFICACITÉ PUBLIQUE

Je suis partisane d'une proposition faite au Forum social : la possibilité, pour les clients comme pour les salariés des établissements bancaires, d'exercer eux aussi un droit de contrôle sur la manière dont les banques assument leur fonction d'intermédiation. Il en résulterait une dynamisation appréciable du crédit aux PME et une saine moralisation

de la tarification bancaire ! D'une manière générale, les errements à l'origine de la crise renforcent l'exigence d'une association plus directe des citoyens aux décisions et au contrôle de leur application. C'est la condition d'un leadership légitime et d'une action publique efficace.

Ana Julia Carepa, la dynamique gouverneure du Pará, m'a parlé de la démarche de planification participative qu'elle a lancée. Elle associe pour la première fois la population de cet État grand comme deux France et demie à la détermination d'investissements régionaux prioritaires pour les quatre ans à venir et au suivi de leur réalisation.

Tarso Genro (après m'avoir appris que le budget participatif des lycées créé en Poitou-Charentes avait eu les honneurs de la presse brésilienne) m'a parlé de la grande consultation participative nationale lancée au Brésil sur la question, infiniment sensible, de la sécurité publique. Le Brésil est un pays où la dangerosité urbaine n'est pas un « fantasme d'insécurité » mais une plaie dont les plus démunis sont les premières victimes. Il détient, hors pays

en guerre, le record des morts par armes à feu. Le taux d'élucidation des homicides y est très bas, signe d'inefficacité policière. La responsabilité de la police dans l'escalade de la violence et dans les exécutions sommaires de jeunes afro-brésiliens des bidonvilles a été à plusieurs reprises publiquement mise en cause. Faute de politiques publiques garantissant efficacement la sécurité des personnes, la tentation de faire justice soi-même a conduit à d'inquiétantes dérives. Le gouvernement brésilien a conscience de ces dysfonctionnements de l'État de droit et des attentes légitimes de la population quant à la protection qui lui est due. Il a pris certaines initiatives qui ont porté leurs fruits mais il reste beaucoup à faire, de la prévention à la sanction, pour que les quartiers en proie à la violence deviennent ces « territoires de paix » dont m'a parlé Tarso Genro, en me citant des expériences locales qui ont fait chuter le taux d'homicides de manière spectaculaire et ont arraché un grand nombre de jeunes à l'enrôlement par le narcotrafic.

Cette consultation participative nationale sur la sécurité publique associe des citoyens, des associations et des

policiers. Elle repose sur trois temps de débats et de propositions, à l'échelle des communes puis des États, et enfin au niveau fédéral. Je n'entrerai pas ici dans le détail d'une méthodologie précise qui, mêlant professionnels et profanes, n'est pas sans rappeler, quoiqu'à une autre échelle, les conférences de consensus scandinaves. Cette démarche devrait mobiliser au total 170 000 personnes et culminer en août 2009, à Brasilia, en une conférence nationale conclusive à laquelle je suis conviée car cela fait plusieurs années que la Région Poitou-Charentes a noué avec le Brésil des échanges et des relations de partenariat autour de nos expériences respectives de démocratie participative.

Le Brésil est un formidable laboratoire de pratiques politiques innovantes. Le Président Lula m'a dit combien la participation citoyenne et le dialogue avec les mouvements sociaux lui semblaient vitaux pour mieux exercer les responsabilités confiées par les électeurs. Quelle différence avec la préférence impénitente du gouvernement français pour les réformes non concertées et les passages en force !

Un vent nouveau souffle aussi des Etats-Unis, où la campagne de Barack Obama a prouvé l'efficacité d'une mobilisation participative. J'y ai retrouvé bien des partis pris communs aux miens. Barack Obama a poussé ce choix politique à une échelle inédite. Ses équipes ont en outre fait preuve d'un professionnalisme sans faille qui a bénéficié du travail accompli par Howard Dean pour moderniser le Parti démocrate. J'ai rencontré à Washington des associations qui agissent dans les quartiers pauvres et y font vivre cette démarche de *community organizing* initiée par Saul Alinsky. Hillary Clinton lui a jadis consacré un mémoire universitaire (« *There is only the Fight...* », *an Analysis of the Alinsky Model*, consultable en français sur le site Désirs d'avenir) et Obama a évoqué son influence lors de ses années d'organisateur de quartier à Chicago. La campagne de l'actuel Président américain fut, à certains égards, une hybridation réussie entre les traditions d'organisation alinskiennes et la culture Facebook des réseaux sociaux. Mais le plus neuf est qu'aujourd'hui Barack Obama entend bien gouverner en continuant à s'appuyer sur cette démocratie participative

qui allie forte présence sur le terrain et utilisation citoyenne d'Internet. Elle ouvre aux citoyens de nouveaux espaces d'expression, d'influence et de contrôle de l'action publique, en même temps qu'elle offre aux décideurs politiques des capteurs démultipliés et des garde-fous précieux. Contre la connivence des intérêts économiques et politiques qui a marqué les années Bush et ne semble pas devoir épargner les années Sarkozy, contre la puissance des lobbies et les résistances au changement, cet appel au peuple affirme l'utilité de rapports de force citoyens. Les premières initiatives de Barack Obama sur la transparence et la traçabilité des décisions de son administration (dont le site www.recovery.org pour que les citoyens américains suivent l'utilisation des fonds publics engagés en leur nom) ainsi que la fin des contrats sans appel d'offres dont les amis du Président Bush ont tant profité montrent l'importance qu'il attache à la restauration de la confiance dans la mobilisation du pays.

Du Brésil aux États-Unis, ce que Tarso Genro appelle la « nouvelle révolution démocratique » bouscule les pratiques

politiques traditionnelles et favorise l'intervention croissante et consciente des citoyens dans la sphère publique. C'est une dimension du modèle alternatif de croissance et de gouvernance dont l'épreuve de la crise doit hâter l'avènement. Une culture politique partagée progresse à l'échelle de la planète.

DEUX NATIONS RÉCONCILIÉES AVEC ELLES-MÊMES

Aux États-Unis et au Brésil, j'ai vu la fierté sans arrogance de deux nations réconciliées avec elles-mêmes par des leaders qui sont des porteurs d'espoir.

La victoire de Lula a été perçue comme la revanche sans agressivité d'un peuple longtemps tenu à l'écart des responsabilités et considéré comme un obstacle au progrès par les élites qui monopolisaient la politique. Le chef de l'État brésilien ne manque pas de rappeler qu'il est le premier président sans autre diplôme que son CAP de

tourneur. Le Parti des Travailleurs a été créé à l'écart des appareils traditionnels pour assurer aux classes populaires une représentation politique affranchie des manipulations et des clientélismes. Élargir la citoyenneté à ceux qui, de fait, en étaient exclus, c'était l'objectif. On a dit de Lula qu'il avait rendu leur dignité aux travailleurs manuels habituellement dévalorisés et aux classes populaires. On a aussi souligné l'enthousiasme avec lequel les classes moyennes ont voté pour un homme qui incarnait bien des maux de la très inégalitaire société brésilienne mais surtout, par son parcours personnel et son projet, la possibilité de les vaincre¹.

Les mêmes mots ont rendu compte de l'adhésion (des Noirs, des latinos et des Blancs) à la candidature de Barack Obama, qui lui aussi incarne la possibilité pour la société américaine de dépasser ses fractures pour aller de l'avant. Ceux qui peinent à comprendre l'émergence de profils inédits de leaders bousculant certains codes de la vie politique

1. Voir l'excellent livre d'Alain Rouquié, *Le Brésil au XXI^{ème} siècle. Naissance d'un nouveau grand*, Fayard, 2006.

ont invoqué, dans leurs deux cas, « l'irrationalité » et la dimension quasi religieuse d'engouements dont ils ne percevaient pas le sens. Lula s'en amuse en rappelant que son élection et celle d'Obama ont déjoué les pronostics initiaux des experts, preuve... qu'ils se trompent beaucoup.

J'ai vu, à Washington, malgré la violence de la crise qui détruit des milliers d'emplois chaque jour, la joie de ces citoyens prêts à civiliser l'avenir. J'ai senti leur soulagement que l'élection de leur nouveau président aille à rebours d'un discrédit moral qui étendait son ombre sur la nation tout entière. J'ai observé l'amitié des regards qu'en ce jour d'investiture chacun portait sur les autres, toutes origines et toutes couleurs confondues. J'ai aimé dans le discours de Barack Obama l'affirmation ferme et sereine que « la sécurité ne peut être garantie au détriment des libertés ». Et cette phrase qui m'a semblé le cœur de son message : « Nous sommes réunis car nous avons préféré l'espoir à la peur. » Je n'ai pu m'empêcher de penser que le changement proposé par Barack Obama rassemble, alors que la rupture sarkozienne divise.

A la clarté des convictions et à la détermination dans l'action, Obama joint une grande aptitude à entendre le point de vue de l'autre, fût-il un opposant, et à percevoir ce qu'il peut y avoir de légitime dans les raisons adverses pour en tenir compte sans sectarisme inutile. Dans son discours de Philadelphie, il avait su trouver les mots pour faire comprendre le ressentiment des Afro-Américains et les frustrations des Blancs. Sans rien édulcorer ni de l'esclavage ni de la ségrégation, Barack Obama a su proposer à la nation américaine d'assumer une histoire partagée en prenant appui sur les valeurs fondatrices de sa démocratie. Durant son discours d'investiture, bel appel à l'union et à la compréhension du monde, il a évoqué celles et ceux qui ont « souffert de la morsure du fouet », ceux qui prirent le risque d'immigrer et bâtirent le pays, ceux – comme son père – que l'on aurait refusé de servir dans un restaurant à cause de la couleur de leur peau il y a moins de soixante ans. Il l'a fait sans dolorisme ni moralisme culpabilisateur, mais avec lucidité et surtout en donnant à tous les Américains la fierté des droits peu à peu conquis et d'une élection qui en est l'aboutissement

en même temps qu'elle doit marquer le point de départ d'une nouvelle mobilisation de la nation. Admirable façon de ne pas cacher le pire pour faire lien avec le meilleur et d'inviter ses concitoyens à écrire ensemble une nouvelle page de leur histoire.

Quand Nicolas Sarkozy joue sur les peurs, Barack Obama montre comment les dépasser. On imagine difficilement dans la bouche du fils de l'étudiant kényan venu parfaire sa formation supérieure en Amérique, le calamiteux discours de Dakar et ses considérations ahurissantes sur l'homme africain otage de ses traditions et pas encore de plain-pied dans l'histoire... Voilà bien deux visions du monde. Deux conceptions opposées du rapport d'une nation à son histoire. Deux représentations antagonistes de l'identité nationale.

À Washington, Barack Obama a tenu un discours de responsabilité, individuelle et collective. Il a appelé chacun à l'effort mais a, dans le même temps, garanti que la puissance publique ferait son devoir. Il a scellé la complémentarité

de l'initiative individuelle et de la solidarité. C'est là un des fondements majeurs de cette réconciliation des Américains avec eux-mêmes, dont le profond désir a porté sa campagne et dont naît aujourd'hui un nouvel espoir : celui d'un pays d'autant plus assuré de lui-même qu'il saura être accueillant à tous les siens et au clair sur ses valeurs. Celui d'une puissance qui, ne nous y trompons pas, défendra fermement ses intérêts, mais sera d'autant plus respectée hors de ses frontières qu'elle renoncera aux tentations impériales qui jamais ne l'ont grandie.

La fierté d'être brésilien ne date pas d'aujourd'hui. Ce qui est nouveau, c'est que nul ne s'en sente exclu. Sans doute l'immensité de ce pays, grand comme quinze fois la France, et sa puissance croissante contribuent-elles à lui donner l'assurance de sa destinée, mais le Brésil reste aussi très inégalitaire. La réconciliation brésilienne dont Lula a été l'emblème et l'artisan lie étroitement intégration politique et intégration sociale de ceux, pauvres et méprisés, qu'il a installés au cœur d'un nouveau récit national. Elle célèbre la capacité d'un pays tirant dans le même sens à inverser le

cours des choses. En rompant radicalement avec l'illusion qu'à elle seule la croissance résorberait les inégalités et en considérant les droits sociaux comme constitutifs d'une citoyenneté non pas formelle mais réelle, elle a profondément transformé l'idée que se font les Brésiliens de leur destin collectif. L'arrivée au pouvoir d'un parti construit d'en bas autour d'un programme de justice sociale, la réussite emblématique des « bourses familiales » et leur augmentation récente, le doublement du salaire minimum (encore relevé de 12 % en janvier 2009), la réduction du chômage (de 13,5 % à l'arrivée de Lula à 7,5 % en 2008), le recul palpable de la pauvreté (de 34 % en 2003 à 25 % en 2006), l'effort majeur de scolarisation, la fierté d'être représenté par un « fils du peuple » mondialement populaire, le poids économique et politique grandissant du pays sur la scène internationale constituent, m'a-t-il semblé, les ingrédients majeurs de cette nouvelle identité nationale brésilienne à fort contenu social et citoyen. Moins d'insécurité sociale, plus de participation démocratique et de diversification de la représentation politique, cela soude autrement une nation que la stigmatisation de l'immigration.

Beaucoup reste à faire, mais j'ai entendu à Belém la fierté du chemin déjà accompli et une confiance en l'avenir bien plus forte que chez nous. À en croire les enquêtes comparatives, le Brésil est aujourd'hui l'un des pays les plus optimistes de la planète alors que la France exprime un fort pessimisme, sur le double plan des perspectives macroéconomiques et de l'évolution des situations individuelles. Le peuple brésilien, malgré des critiques parfois vives de tel ou tel choix gouvernemental, ne met en doute ni l'engagement de son président à ses côtés, ni les améliorations substantielles qu'il a apportées à ses conditions de vie. La crise a violemment abordé les rivages brésiliens. Au cours du mois de décembre 2008, 650 000 emplois ont été détruits. Le risque existe d'une déferlante ruinant les efforts du pays à cause de ceux qu'à Belém, Lula a décrits en ces termes : « Ils prétendaient tout savoir, ils ignoraient les difficultés des pauvres, ils nous prenaient pour des incompetents et se prenaient, eux, pour des infailibles », ajoutant sous un tonnerre de rires et d'applaudissements : « Eh bien, que le FMI aille donc dire à Obama et Sarkozy comment ils doivent s'y prendre pour sortir de cette crise née chez eux ! »

Lula (dont le taux de popularité, en fin de deuxième mandat, atteint 84 % !) et Obama (à qui de nombreux électeurs qui n'avaient pas voté pour lui font désormais confiance) ont en commun de redonner une espérance. Les peuples américain et brésilien ont chacun fait le choix de leaders qui conçoivent l'identité nationale comme la construction volontaire d'un pays plus juste. Cette identité nationale positive tire sa force d'un socle de valeurs partageables ; elle n'est pas fondée sur le rejet, le repli, mais sur une forte capacité à se projeter ensemble dans l'avenir, qui est une des raisons d'être de la politique bien comprise. Confiance enviable vue de la France, hexagonale et ultramarine, qui se sent traitée avec mépris.

Il me paraît important de le souligner car, parmi les vents mauvais de la crise, pointe le risque xénophobe. Déjà, ici ou là en Europe, des salariés durement frappés par les licenciements s'en prennent aux travailleurs venus d'ailleurs, en qui ils voient des voleurs d'emplois quand le travail se fait rare et des boucs émissaires à portée de main quand les nébuleuses mondialisées du pouvoir

capitalistique semblent inaccessibles. Ce ne sont encore que des manifestations isolées. Cependant, l'histoire nous a prouvé que, sur fond de récession tenace, d'expérience désespérante du chômage de masse, de scepticisme sur l'aptitude des gouvernants à faire efficacement face, de fossé qui se creuse entre ceux qui ont les moyens de s'en sortir et les autres, ce n'est pas toujours la soif de liberté, d'égalité et de fraternité qui prospère, mais le rejet de l'autre et la tentation du chacun pour soi. *A fortiori* quand il semble qu'aucune juste protection n'atténue les chocs et les angoisses, qu'aucune espérance ne fait sens. C'est un des risques majeurs de ce que les Brésiliens appellent « l'absentéisme d'État », dislocateur de liens qu'il faudrait, par gros temps, resserrer plus solidement.

Le Brésil de Lula et les États-Unis d'Obama nous montrent que, dans un monde globalisé où s'affirment des interdépendances croissantes, la nation n'est nullement disqualifiée. Mais cette nation, comme réalité concrète et comme « communauté imaginée », n'est pas donnée une fois pour toutes, fruit d'un récit immuable auquel le

temps ne ferait qu'ajouter un chapitre après l'autre. Aujourd'hui moins encore qu'hier. C'est pourquoi je trouve particulièrement intéressante la façon dont Barack Obama s'attache à désigner dans l'histoire des États-Unis des points d'appui solides pour relancer une vision progressiste et rassembleuse de la nation dont chaque Américain puisse se sentir le dépositaire et le gardien. On dit le Brésil moins porté à regarder derrière lui que devant, mais Lula a lui aussi refondé le sens de la nation brésilienne en la rendant plus hospitalière à tous les siens. Nous aurions bien besoin, en France, d'un pareil élan qui arme pour l'adversité, éclaircit l'horizon et permet de grands accomplissements.

Cette réconciliation nationale est la condition d'une ouverture au monde et d'unions économiques et politiques renforcées, entre voisins comme à l'échelle internationale. Les nations doutant d'elles-mêmes sont les moins capables de joindre leurs forces pour réussir ces intégrations régionales dont naîtront les nouveaux équilibres d'un monde multipolaire et dont l'Europe reste à ce jour

la forme la plus achevée, quoiqu'il faille encore beaucoup l'améliorer. Quel dommage qu'en France le président de la République préfère critiquer la baisse de la TVA décidée par Gordon Brown, plutôt que fédérer utilement les énergies d'un pays en mal d'écoute et de respect, en s'inspirant du vrai volontarisme économique et social des Présidents brésilien et américain.

NOUS NE VOULONS PLUS D'INGÉRENCES !

Lula m'a dit ce qu'en tout premier lieu il attendait d'Obama : « Qu'il laisse l'Amérique du Sud s'organiser elle-même ! Nous ne voulons plus d'ingérences : nous voulons être des partenaires. » Les États-Unis, a-t-il ajouté, doivent cesser « d'accuser le Venezuela d'exporter le terrorisme », lever l'embargo « punitif » infligé à Cuba, qui ne représente aucun danger pour la sécurité américaine, et faire l'effort de « comprendre le Mexique dont l'économie est totalement imbriquée à la leur, en particulier en évoluant sur le dossier migratoire ». Le Président

brésilien n'est pourtant un adepte ni du castrisme finissant, ni de la révolution bolivarienne d'Hugo Chávez, ni de la droite au pouvoir à Mexico. Mais il dénie aux États-Unis le droit de continuer à s'immiscer de manière intempestive dans les affaires du sous-continent. Lors du meeting de plus de 10 000 personnes auquel j'ai assisté à la veille de notre entrevue, les cinq présidents du Brésil, de Bolivie, du Venezuela, d'Équateur et du Paraguay ont tous fermement affirmé vouloir régler entre eux leurs propres affaires. Malgré leurs différences idéologiques et leurs différends bilatéraux, ils ont opposé leur unité et leur solidarité aux menaces que fait peser sur le développement de tous une crise née du culte irresponsable du « dieu-marché », comme l'a dit le Président Lula.

S'il est un point qui fait consensus entre toutes les gauches latino-américaines, c'est cette mémoire au long cours de l'interventionnisme américain et de ses désastres à répétition. J'ai entendu Dilma Rousseff, lors de la rencontre sur le rôle des femmes en politique à laquelle j'ai participé au Forum social, évoquer le lourd tribut payé par

ceux qui, comme elle, furent torturés pendant la dictature et par ceux qui payèrent leur engagement de leur vie. J'ai entendu Lula rappeler ce que les actuelles démocraties latino-américaines doivent aux combats menés sous les régimes militaires. J'ai à nouveau mesuré, comme déjà au Chili et en Argentine, à quel point les dirigeants d'Amérique latine n'ont rien oublié des violences de cette *première ingérence*. Ils ont certes tiré les leçons des impasses de la lutte armée et de l'échec de l'Unité populaire chilienne. Mais ils se souviennent du temps où la CIA fomentait et épaulait tant de sanglants coups d'État pour protéger les intérêts économiques américains et, sur fond de guerre froide, faire de l'Amérique latine leur chasse gardée. Nul n'a oublié que le Chili de Pinochet fut le laboratoire des *Chicago Boys*, ces intégristes de la dérégulation formés aux États-Unis.

Le rétablissement progressif de la démocratie en Amérique latine s'est malheureusement accompagné d'une *deuxième ingérence* : celle du consensus de Washington et des diktats du FMI. Lors de ce meeting de

Belém qui fut un moment politiquement passionnant pour mieux comprendre ce qui sépare et ce qui rapproche les gauches latino-américaines, les cinq chefs d'État ont tous raillé à tour de rôle ceux qui – États-Unis en tête – n'ont eu de cesse d'instiller à la planète entière « le venin néolibéral » et comptent aujourd'hui, pour réparer leurs erreurs, sur ces États qu'ils voulaient tant réduire. Bien sûr, entre le « socialisme du XXI^{ème} siècle » et la « démocratie plébiscitaire » d'Hugo Chávez, d'une part, et les coalitions de centre gauche brésilienne ou chilienne, d'autre part, les différences de style et de fond sont importantes et la concurrence politique manifeste. Les résultats ne sont pas non plus les mêmes, qu'il s'agisse de terrasser l'inflation ou de faire reculer la pauvreté ; qu'il s'agisse de l'endettement, des services publics ou des investissements anticipant l'avenir. Mais, contre ce qu'il n'est plus question d'accepter, les mots sont interchangeables et le rejet unanime. Et tous ont éclaté de rire quand Lula s'est exclamé : « J'en ai assez d'aller à New York, à Londres, voir de jeunes banquiers m'expliquer comment je dois gérer mon pays alors qu'ils n'ont jamais

mis les pieds au Brésil et savent à peine où se trouve l'Amérique latine ! »

D'où l'amertume devant cette *troisième forme d'ingérence* que constitue une crise qui, comme l'a dit le Président Lula, « n'est pas la nôtre mais la leur », et dont l'onde de choc menace en Amérique latine les progrès réalisés comme les projets structurants d'une croissance durable. J'ai entendu, à Belém, cette exaspération de devoir payer les pots cassés par d'autres ; cette inquiétude que le ralentissement de l'enviable croissance latino-américaine et la diminution des ressources tirées de l'exportation (ainsi que, pour les pays les plus pauvres, l'effondrement des transferts financiers des émigrés) réduisent les moyens des politiques redistributrices, détruisent l'emploi et compromettent les investissements dans les infrastructures, la santé, l'éducation.

L'Amérique latine a profondément changé et redoute de voir son évolution bloquée par la crise. Elle a marqué des points contre la pauvreté et vu l'essor d'une nouvelle

classe moyenne urbaine. Ses peuples longtemps muselés et marginalisés ont porté au pouvoir des candidats qui n'étaient pas issus du sérail et n'avaient pas la bénédiction des États-Unis ou des marchés financiers (un ouvrier au Brésil, un Indien en Bolivie, un évêque des pauvres au Paraguay, comme cela a été rappelé lors du meeting des cinq présidents à Belém). Ses pays « émergents » n'acceptent plus que le club des « émergés » décide sans eux : c'est tout le sens de l'importance que le Brésil attache à son rôle au sein du G20 (les mouvements altermondialistes contestent la légitimité de ce simple élargissement à vingt du cercle des puissants et avaient appelé à manifester à l'occasion de sa réunion à Londres le 2 avril). Sur fond de métissage qui n'a pas éliminé les discriminations, s'affirme la revendication de dignité et d'égalité dans la diversité des populations indiennes et d'origine africaine. Quelles que soient encore leurs limites ou les rivalités à leur propos, les organes d'intégration régionale dont les pays latino-américains se sont dotés (Mercosul en particulier) témoignent de la volonté de tirer collectivement parti de leurs atouts et de peser ensemble. Qu'ils exigent (comme

l'Équateur) un moratoire sur « la dette illégitime » ou aient pris sur eux d'en anticiper le remboursement (comme le Brésil), ils réclament le droit de tracer leur propre chemin. Là-dessus, tous sont d'accord. Ils ne veulent plus ni d'une souveraineté bafouée, ni d'un commerce international déséquilibré, ni d'un modèle de développement qui a failli. Cette volonté d'émancipation n'est pas l'ennemie du pragmatisme : les pays latino-américains peuvent signer des accords bilatéraux avec les États-Unis et faire capoter l'accord de libre-échange voulu par Bush ou voter contre la guerre en Irak. Comme l'a dit le Président équatorien Correa, « nous ne vivons pas une époque de changements mais un changement d'époque ».

Lors de ce meeting à Belém, j'ai été particulièrement sensible à la franchise et à la maestria avec lesquelles le Président Lula, sans rien cacher des différends énergétiques et financiers qui opposent le Brésil à la Bolivie, à l'Équateur et au Paraguay, a su trouver les mots pour dire l'unité du front que doivent opposer à la crise les pays latino-américains, pluriels mais solidaires. Rester à

l'écoute des mouvements sociaux, ne pas en rabattre sur le volontarisme politique et le rôle d'un État assumant la plénitude de ses responsabilités, lier plus fortement que jamais le développement avec la redistribution et la protection de l'environnement, faire de la crise une opportunité pour bâtir un modèle alternatif et un nouvel ordre juste international : telles sont les orientations qu'il a dessinées ce soir-là, suscitant de nombreux applaudissements. Comme l'a joliment dit le Président Lugo, élu depuis peu au Paraguay : le changement « joint nos mains pour ne pas délier l'espérance ».

Les chefs d'État latino-américains que j'ai écoutés espèrent, après l'incompréhension de George Bush, que Barack Obama, dont la vision du monde leur paraît moins rustique, sera ouvert à des partenariats débarrassés des impériales tutelles d'antan et du protectionnisme à sens unique, cet envers paradoxal et réservé aux riches du modèle ultralibéral.

QUESTIONS DE MŒURS POLITIQUES ET D'ALLIANCES

Barack Obama a eu l'élégance d'inviter John McCain à dîner la veille de son investiture. Le geste était *fair play*. Il illustre cette volonté de travailler dans un esprit de « bipartisme » rompant avec le manichéisme obsessionnellement clivant qui avait régné à la Maison-Blanche du temps de la croisade néoconservatrice. Changement de mœurs avec Obama et retour d'une certaine tenue en politique. En ce début de mandat, le Président américain est fidèle à ce qu'il avait annoncé durant sa campagne : rechercher, pour réussir le changement, des coopérations allant au-delà du Parti démocrate. Non seulement parce que l'heure est grave et justifie la plus large mobilisation nationale, mais aussi parce que telle est, de longue date, la pratique de l'ancien sénateur de l'Illinois, ce qui ne l'a nullement empêché de prendre une position minoritaire et courageuse contre la guerre en Irak. Preuve que l'on peut tendre la main au-delà de son camp sans passer sous les fourches caudines de l'adversaire, ni se trahir.

Pour convaincre des élus n'appartenant pas à sa majorité du bien-fondé de son plan de relance, Barack Obama n'a pas ménagé sa peine. Que ses efforts aient été moins couronnés de succès qu'il ne l'espérait ne change rien à l'affaire : cette manière d'agir semble bien ancrée dans sa conception de l'exercice du pouvoir et des compromis constructifs qui, faisant bouger les lignes, font avancer les choses. La présence dans son équipe gouvernementale de deux Républicains (après le départ de Judd Gregg), choisis non pas à titre de trophées ornementaux mais pour leurs compétences en matière de défense et de transports, relève d'un tout autre registre que l'ouverture sarkozyenne, série de coups pour la galerie et de mauvais tours dont le prince s'amuse, maître des grâces et des disgrâces. La main tendue par Obama traduit, elle, la recherche obstinée de convergences sur l'essentiel avec des Républicains lassés de l'abaissement du pays sous les mandats de George Bush, et disposés à partager l'éthique de l'intérêt général du nouveau Président. Le Président français racole et débauche. Le Président américain cherche à convaincre et respecte. Jubilation ostentatoire de l'un,

qui signe la petitesse de l'objectif tactique. Sobriété de l'autre car, plutôt que de détruire, il s'agit de construire. J'ignore ce qu'il adviendra au long cours de ces manières de faire qui sont actuellement la marque de Barack Obama, mais j'observe qu'elles s'inscrivent dans un horizon de valeurs et de pragmatisme en phase avec les attentes de citoyens épris de choix clairs mais las des querelles politiciennes surjouées.

J'ai écouté à Washington une intervention de Colin Powell où l'on sentait le soulagement de cet homme intègre à l'idée que le gouvernement de son pays remette de la morale en politique et veuille en finir avec des pratiques indignes (au premier rang desquelles Guantanamo) qui ont fait aux États-Unis autant de mal au-dedans qu'au dehors de leurs frontières. Comme d'autres Républicains modérés sensibles au nouveau climat politique voulu par le Président américain, Powell a choisi d'accompagner le changement et l'effort de redressement national pilotés par Obama, qui ne leur demande pas leur reddition mais leur coopération. Si différentes que soient les configurations

partidaires des États-Unis et de la France, le sens du dialogue dont Obama fait actuellement preuve avec le Parlement, avec son opposition et avec le peuple américain, me paraît riche de leçons à méditer de ce côté-ci de l'océan.

Dans toute l'Amérique latine qui, entre 2009 et 2011, ne verra pas moins de quatorze élections présidentielles et nombre de législatives, une même question est posée aux gauches actuellement au pouvoir, au gré d'alliances très diverses, dans une quinzaine de pays : comment bâtir des majorités présidentielles qui ne soient pas de circonstance, non seulement pour gagner les élections mais pour mettre ensuite en œuvre des programmes progressistes ?

Au Brésil, le Parti des Travailleurs (PT) gouverne avec une douzaine de partis plus petits dont certains peuvent difficilement être classés à gauche. Ils relèvent de ce que l'on appelle là-bas des « partis opportunistes » ou « physiologiques », comme disent aussi les Brésiliens. Constitués sans souci programmatique sur la base d'intérêts électoraux

localisés ou personnalisés, ces formations politiques sont donc toujours susceptibles d'aller servir de force d'appoint au plus offrant. Cette donnée structurelle de la politique brésilienne est à l'origine des scandales qui ont éclaboussé le PT en 2005, lorsqu'il apparut que certains de ses responsables n'auraient peut-être pas dédaigné l'achat à l'ancienne de loyautés incertaines. Ce fut un coup porté au magistère moral d'un parti qui se voulait « pas comme les autres » (même si, sur fond de bons résultats économiques et sociaux, cela n'empêcha pas Lula d'être réélu).

Parmi les responsables du Parti des Travailleurs que j'ai rencontrés, on a conscience des risques et des limites de ces appariements fragiles mais vers quoi aller ? Vers la « réforme politique » qui, pour Tarso Genro, doit favoriser l'identité programmatique des partis brésiliens et le « nouveau bloc historique » qu'il appelle de ses vœux ? Mais avec quelles forces politiques nouer de nouvelles alliances ? Vers une convergence à terme entre le PT et tout ou partie du Parti social-démocrate brésilien

(PSDB), formation politique du président battu par Lula, comme l'a expérimenté la ville de Belo Horizonte sous l'œil bienveillant, dit-on, du président de la République mais très hostile de la majorité de son parti ? Ce qui est possible à l'échelle locale le sera-t-il un jour à l'échelle nationale où le PSDB, concurrent le plus menaçant du PT qui lui a toujours vigoureusement reproché ses accointances néolibérales, fourbit ses armes pour la prochaine présidentielle ? Dans l'immédiat, une telle perspective semble trop iconoclaste aux yeux de la plupart.

Cette question de la revigoration et/ou de la recombinaison des alliances est également posée, entre autres, au Chili. Dans ce pays, la « concertation démocratique », coalition entre socialistes et démocrates-chrétiens qui assura la transition démocratique de l'après-Pinochet, donne après dix-huit ans de pouvoir des signes d'usure, quoique la popularité de Michelle Bachelet soit à nouveau orientée à la hausse. Elle est posée à toutes les gauches latino-américaines, des plus « centristes » aux plus « radicales » (encore que ces étiquettes soient loin d'épuiser

le sens réel des politiques mises en œuvre : c'est le Chili, pays de coopération gouvernementale entre socialistes et démocrates-chrétiens, qui détient en Amérique latine la palme du recul de la pauvreté). Avivées par la crise, les interrogations portent donc conjointement sur le modèle de développement alternatif à proposer au monde et sur les alliances qui permettront de tenir la promesse de transformation durable de la société, en évitant le double écueil de l'impuissance électorale et de l'opportunisme de gouvernement. Ces débats qui traversent les gauches latino-américaines ne sont pas exotiques. La crise radicalise les attentes et pousse la gauche qui ambitionne de gouverner à faire mieux que se répéter pour, comme le disent Obama et Lula, garder le cap sur l'essentiel.

Les choses vues et entendues à Washington et à Belém me confortent dans la conviction que le dialogue le plus large, sans ostracisme ni complaisance, est nécessaire avec tous ceux – altermondialistes, militants de toutes les gauches, républicains et démocrates attachés à une certaine idée de la France et du rôle de la puissance

publique – qui ne sont pas prêts à se satisfaire du vague lifting d'un système dont tous les fondamentaux sont à revoir. En nous inspirant de cette pluralité stimulante dont le Forum social mondial reste un exemple. C'est ainsi que je conçois l'élaboration d'une proposition politique radicale et crédible, capable de redonner espoir aux Français et, le moment venu, de fédérer les énergies de toutes celles et de tous ceux qui seront décidés à battre la droite sarkozienne. Il y faudra, comme certains s'y efforcent dans les deux Amériques, le courage de changer sans se perdre.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN
RÉDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
RÉALISATION : REFLETSGRAPHICS

FONDATION JEAN-JAURÈS
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 40 23 24 00
TÉLÉCOPIE : 01 40 23 24 01
COURRIEL : fondation@jean-jaures.org
SITE INTERNET : www.jean-jaures.org

Ségolène Royal

Obama, Lula, Forum social, dix leçons convergentes

La crise globale qui ébranle la planète disqualifie les dogmes de la révolution néo-conservatrice. Elle doit hâter l'avènement d'un nouveau paradigme.

Quels domaines vitaux doivent être soustraits aux diktats exclusifs du profit à courte vue ? Quel rôle pour une puissance publique assumant la plénitude de ses responsabilités ? Comment conjuguer l'efficacité économique et la justice sociale ? Comment prendre hardiment le tournant de la croissance verte ? Comment donner aux citoyens un pouvoir inédit de participation aux décisions et de contrôle de leur application ?

Ségolène Royal était à Washington pour l'investiture de Barack Obama puis au Forum social mondial de Belém où elle a rencontré le Président Lula : d'une Amérique à l'autre, des pistes novatrices et des parti-pris volontaires dessinent d'autres possibles et ébauchent un modèle alternatif de développement.

www.jean-jaures.org

ISBN : 2-910461-75-0

4 €